
Déclaration de la fédération SUD Education au CSE du 12 mai 2011.

Il faut bien qu'une politique qui depuis des années supprime des postes par dizaines de milliers se paie sur le terrain.

Postes aux concours insuffisants, réforme catastrophique de la formation avec la mastérisation, DHG en baisse dans le secondaire, remplacements non ou mal assurés, scolarisation des 2 ans sacrifiée, RASED démantelés, seuils élevés et fermetures de classe ou refus d'ouverture dans le primaire... Cela se ressent de plus en plus sur le terrain, et aux conséquences de cette politique de suppressions de postes, répondent aujourd'hui de nombreuses mobilisations dans les départements, les écoles, les établissements...

Les mobilisations en direction des IA, traditionnelles à l'occasion de l'annonce des mesures de carte scolaire, connaissent cette année dans beaucoup de départements des participations d'une ampleur exceptionnelle, et prennent parfois des formes plus déterminées qu'à l'accoutumée, avec des occupations et des actions revendicatives fortes. Les parents d'élèves sont particulièrement mobilisés, ce qui montre que les effets de la politique gouvernementale sont maintenant de plus en plus visibles aux yeux de la population. Les occupations d'écoles se multiplient. Des actions de formes diverses se développent. Des grèves sont organisées. Les établissements du second degré ne sont pas en reste : colère et mobilisations répondent aux DHG en baisse, aux fermetures d'options et de filières, aux suppressions de postes par mesure de carte scolaire, à la réforme des séries technologiques qui provoque des bouleversements et des réorientations professionnelles forcées. La situation des remplacements est dans de nombreuses académies et dans beaucoup de disciplines catastrophique. Au lieu de reconnaître que c'est sa politique qui est en cause, le ministre répond par la précarisation, en appelant les chefs d'établissements à passer des petites annonces à Pôle emploi, ce dont ne veulent même pas les chefs d'établissements, à qui on a pourtant promis une prime de docilité. Le gel des salaires de la fonction publique que nous contestons sur le fond va accentuer encore le malaise des personnels et les problèmes de recrutement

Dans le même temps le ministère poursuit contre toutes les critiques du monde enseignant, des réformes et des dispositifs contestés. Nous en prendrons deux exemples d'actualité.

Concernant la mastérisation de la formation, le ministre interrogé le 26 avril au Sénat lors d'une question d'actualité, a réaffirmé qu'il n'entendait rien changer, en dehors d'une expérimentation de l'alternance. Les critiques seraient « largement exagérées ». C'est d'autant plus surréaliste qu'après plusieurs audiences intersyndicales dans les rectorat et au ministère, le rapport Jolion remis le 8 avril au ministère de l'enseignement supérieur pointe une nouvelle fois les « insuffisances » de la mastérisation et appelle à des "ajustements" ! «L'an prochain ne devrait pas apporter de rémission puisque le nombre d'inscrits en M 2 n'est pas suffisant pour les concours 2012 dans de nombreuses disciplines. Au vu des conditions épouvantables infligées aux stagiaires nous redemandons la titularisation de tous.

Nous redisons aussi notre opposition aux évaluations nationales de CM 2 et de CE1, mais aussi à toute pression de la part de la hiérarchie pour forcer les enseignants à y participer. Les différents problèmes dénoncés par la communauté éducative l'an dernier concernant les évaluations nationales CM2 et CE1 subsistent : elles ne constituent pas un outil professionnel au service de la réduction de l'échec scolaire, car elles ne permettent toujours pas le diagnostic des difficultés des élèves, la conservation des résultats nominaux sur base informatique participe au contraire au fichage des élèves durant leur scolarité, elles poussent à centrer le travail en classe sur une pratique de bachotage et la recherche de résultats quantitatifs à tout prix, elles servent à légitimer les dispositifs d'aide individualisée (stage de remise à niveau, aide personnalisée) largement contestés dans la profession, le versement de la prime de 400 euros divise les personnels et instaure une individualisation des salaires qui va à l'encontre de l'augmentation générale des salaires que nous défendons.

Ce pilotage par l'évaluation fait peser une menace lourde sur le système éducatif, en instaurant un outil de mesure des résultats qui va permettre une concurrence entre les élèves, les personnels et les écoles. Il contribue à terme, avec la disparition de la carte scolaire, à la transformation de l'école en un vaste marché.

La Fédération SUD éducation apporte son soutien à l'ensemble des luttes en cours, elle appelle à leur convergence et à leur développement. Nous réaffirmons notre opposition à votre politique qui ne sert ni l'intérêt des élèves ni celle des personnels.